



## **Suite au 1<sup>o</sup> tour de l'élection présidentielle : la FSU réaffirme sa détermination à lutter contre l'extrême droite et à l'empêcher d'arriver au pouvoir.**

En effet la situation ouvre aujourd'hui la possibilité réelle d'une accession au pouvoir d'un parti d'extrême droite, situation particulièrement grave.

A l'issue du 1<sup>o</sup> tour de l'élection présidentielle, la FSU pointe la gravité d'une situation ouvrant la possibilité d'une accession au pouvoir d'un parti d'extrême droite. Cette situation se nourrit du désespoir créé par les politiques néo libérales menées en particulier durant le dernier quinquennat par Emmanuel Macron et confirmées dans son projet électoral.

Par rapport à 2017, le total des voix qui se sont portées sur l'extrême-droite et le pourcentage que celle-ci recueille ont fortement progressé : 1 suffrage exprimé sur 3 s'est porté sur un de ses candidats. Or, Marine Le Pen, qui s'est qualifiée, comme Eric Zemmour, qui appelle à voter pour elle, sont les candidats de partis particulièrement dangereux pour la démocratie, la république et pour les conditions d'existence d'une grande partie de la population de notre pays. L'extrême droite est l'ennemie des travailleur-ses, des droits syndicaux, de l'égalité entre les femmes et les hommes. En Hongrie, au Brésil, en Pologne, l'extrême droite au pouvoir s'attaque méthodiquement aux droits des enseignants, au droit à l'IVG, aux libertés publiques... L'accession de l'extrême droite à la présidence de la République ferait courir les plus graves dangers à notre pays, dans un contexte international instable.

Dans la continuité de ses luttes historiques contre l'extrême droite, **la FSU appelle dans l'immédiat à lui infliger une défaite politique et à combattre ses idées par la défense des revendications qui, toutes, s'opposent à son programme.** Cela passe bien entendu par le fait de ne porter aucun suffrage en faveur de la candidate de l'extrême droite. Cela passe aussi par la construction des mobilisations contre les idées d'extrême droite et contre les politiques libérales destructrices de justice sociale qui en sont le creuset.

En effet, il est clair que si les politiques libérales favorisent la progression de l'extrême-droite, celle-ci, en remettant en cause les fondements même de notre démocratie, constitue bien un danger de nature différente et encore plus grande. C'est bien la raison pour laquelle la FSU entend poursuivre et amplifier les mobilisations pour imposer dès maintenant d'autres politiques économiques, sociales et environnementales. La FSU portera ses revendications sur la base du manifeste qu'elle a publié, non seulement dans cet « entre deux tours » mais aussi à l'occasion des élections législatives.

Emmanuel Macron et les politiques néolibérales qu'il a menées sont responsables de cette situation : ces politiques produisent ressentiment et désespérance sociale tant elles aggravent les inégalités, divisent la société. La FSU continue de dénoncer son bilan catastrophique, tant au niveau des services publics, des libertés, des droits sociaux. Gestion autoritaire du pouvoir, mépris, injustices et répression ont jalonné son quinquennat. L'intention affirmée au lendemain du premier tour de continuer sa politique de casse des solidarités en remettant en cause les retraites et les services publics, en prévoyant d'accélérer la fragilisation du service public d'éducation et du statut de ses personnels, en liant l'obtention du RSA à du travail gratuit sont inacceptables. Si elles étaient mises en place, elles poursuivraient la destruction méthodique des droits et des solidarités mise en œuvre tout au long du quinquennat. Ce sont ces politiques néolibérales qui nourrissent aujourd'hui la progression des idées d'extrême droite. La FSU est donc déterminée à mobiliser si le projet présenté par Emmanuel Macron au cours de sa campagne était mis en oeuvre.

La campagne électorale a également permis l'émergence d'une volonté de rupture avec le libéralisme et les politiques écocides. Des forces de progrès social ont réussi à rassembler une partie de la population, en particulier la jeunesse et les quartiers populaires, redonnant espoir dans la capacité du mouvement social à construire le rapport de forces nécessaire.

La FSU signe l'appel à manifester samedi 16 avril dans le cadre large en cours de discussion et mobilisera pour assurer la réussite de cette action.

Le 1er mai sera la prochaine étape de la construction d'un puissant mouvement social exprimant deux exigences : le refus de l'extrême droite et de ses idées ainsi que l'exigence de mesures porteuses de progrès social, en faisant de la transition écologique un élément incontournable de ce mouvement. Plus nous serons nombreuses et nombreux, plus le message adressé sera explicite : volonté de rassembler très largement les forces progressistes du pays pour construire une société féministe, écologique et sociale, pour garantir les droits de tous·tes, pour réduire drastiquement les inégalités, pour améliorer les conditions de vie en redistribuant les richesses, pour respecter la dignité de toutes et tous. Pour sortir le pays de la crise dans laquelle il est plongé, c'est la justice sociale qui est à l'ordre du jour.

Après le 1er mai étape nécessaire de la mobilisation, la FSU mettra en débat, dans la période qui suivra, la construction de nouvelles initiatives interprofessionnelles et/ou sectorielles, dans un cadre unitaire large